

Monnaies et monnaies complémentaires (29/04/15)

Définition de la monnaie :

Depuis des millénaires, les humains échangent des marchandises et des services. Mais comment comparer un gibier et une certaine quantité de céréales ?

L'étalon pour régler ces échanges, et donc définir la « valeur » de chaque marchandise ou service s'est tout naturellement posée.

Ainsi, entre 9000 et 6000 ans avant notre ère, le bétail et le grain ont commencé à être utilisés comme monnaie. Et en 687 av JC les premières pièces sont frappées en Asie mineure. Il faudra attendre le 9^{ème} siècle de notre ère pour qu'apparaisse en Chine l'utilisation de la monnaie papier. On peut dès lors parler de monnaie à proprement parler, puisque la valeur symbolisée n'a plus rien à voir avec la valeur du support (contrairement à une pièce d'or, par exemple).

La Valeur :

Reste posée la question théorique de la définition de la « valeur ». Qu'est-ce qui permet de comparer un poulet et un kg de farine ?

Les économistes classique, depuis Say, y répondront en disant que la seule comparaison entre deux marchandises, c'est la quantité moyenne de travail qui a été nécessaire pour les produire.

En amendement à cette théorie de la valeur, Marx démontrera que le travail est la seule marchandise, en système capitaliste, qui produit plus de valeur que la sienne propre : un capitaliste payant une heure de travail au salarié obtiendra plus de valeur que cette heure de travail. La différence, c'est le « sur-travail » ou « plus-value » qui permet au capitaliste d'accumuler de la valeur et du pouvoir. Mais c'est là tout un autre développement.

Le rôle de l'Etat :

Pour qu'une monnaie scripturale (ex. : papier) puisse s'imposer, il faut qu'une autorité en garantisse la valeur et les règles de son utilisation, c'est-à-dire les règles du commerce. Ce sont donc les Etats qui se sont imposés comme ayant le monopole de l'émission de la monnaie, la garantie de la valeur étant plus ou moins étayée sur une réserve d'or.

Le capitalisme financier :

Aujourd'hui, les responsabilités se sont diluées avec l'avènement d'un capitalisme financier mondial. Par exemple, l'émission de monnaie est aujourd'hui effectuée en bonne par les banques qui ouvrent des crédits et émettent des produits financiers, avec seulement une infime partie de dépôts correspondants. Il n'empêche que ce sont quand même les Etats qui garantissent de fait les dépôts des particuliers, au nom du principe « too big to fail » (banques « trop grosses pour être mises en faillite »).

De plus, les règles des échanges commerciaux sont aujourd'hui réglées pour une bonne partie par l'Union Européenne et par l'Organisation Mondiale du Commerce. Mais là encore, ce sont les Etats qui négocient avec la Commission européenne ou l'OMC.

Les présupposés de la monnaie :

Au bout de ce rapide tour d'horizon, on peut retenir quelques présupposés des monnaies.

- elles sont avant tout un outil de relation directe entre les humains pour leurs échanges de marchandises et services (même si le passage automatique de plusieurs ordres d'achats et de ventes par seconde par des ordinateurs des banques n'a plus rien d'humain) ;
- elles supposent la garantie d'une autorité politico économique capable de faire appliquer les règles d'échange et d'utilisation des monnaies (même si les Etats n'ont pas beaucoup mis d'acharnement à combattre les grandes fraudes fiscales). A ce titre, les monnaies et les règles de leur utilisation reflètent et intègrent les grands rapports de forces sociaux.

Les monnaies complémentaires :

Aujourd'hui, on voit des « monnaies complémentaires » se multiplier, certaines étant déjà assez anciennes. A quoi correspondent-elles ?

Etant « complémentaires », elles n'ont pas du tout vocation à se substituer aux monnaies officielles, mais seulement à corriger localement certains défauts des systèmes monétaires. Les objectifs les plus courants de ces monnaies sont : le soutien au développement local, le renforcement de l'entraide et de la solidarité et la valorisation d'éco-comportements.

Dès les années 1980, les SEL (systèmes d'échanges locaux) cherchent à renforcer la cohésion sociale et de nouvelles formes de solidarité en instituant des échanges de services égaux : 1 heure de cours de math = 1 heure de jardinage, sans conversion possible en argent. Ces banques de temps sont souvent encouragées par des collectivités locales (France, Italie, Canada, ...).

Se sont ensuite développées des monnaies locales pour favoriser le développement local. Ce sont de vraies monnaies avec équivalence à la monnaie officielle (1 pour 1). Mais elles sont anti-spéculatives : la revente est souvent pénalisée. Elles permettent de donner un avantage aux artisans et entreprises locales (quelquefois en contradiction avec les règles officielles de « libre concurrence »). L'Eusko au Pays Basque est particulièrement dynamique (2000 membres, 500 prestataires, masse monétaire de 250 000 €). Beaucoup de monnaies locales se sont développées au Brésil et depuis 2010, elles se développent en France, souvent avec le soutien de collectivités locales.

Certaines monnaies locales peuvent aussi favoriser les comportements écoresponsables. Elles peuvent permettre de comptabiliser et mettre en valeur des pratiques invisibles autrement : co-voiturage, participation à un composte collectif, ...

En Loire-Atlantique :

L'expérience locale la plus avancée est celle du **Retz'L sur le pays de Retz**, de Rezé à Pornic, créée en 2012.

Ses objectifs sont de favoriser les activités économiques locales, de créer des emplois locaux, de favoriser le lien social et d'encourager les pratiques écoresponsables.

Pour agir pour ce dernier objectif, un prélèvement de 3% des transactions est prélevé pour permettre d'aider à la création de nouvelles activités répondant aux objectifs de l'association.



Pour comprendre son fonctionnement, cliquer ici-><http://reseauduretzl.org/comment-ca-marche/>.

Depuis cette semaine, les journaux annoncent la création d'une nouvelle monnaie complémentaire sur l'agglomération nantaise : le **Sonantes**, soutenue par **Nantes Métropole** et le **Crédit Municipal** (entre autres), qui a pour objectif de favoriser l'économie locale.

Pour plus de précisions sur ses objectifs et son fonctionnement, cliquer ici : <https://sonantes.fr/sonantes/>

